



Déclaration liminaire à la CAPL 3 mouvement complémentaire des agents C du 15 décembre 2011

Cette CAPL se tient dans un contexte général placé sous le signe des politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements européens qui entendent une nouvelle fois faire payer la crise aux peuples et plus particulièrement aux salariés.

Pour réaliser cet objectif, les gouvernements mobilisent l'argent public au service des intérêts égoïstes de cette caste de privilégiés contre l'intérêt général. Les salaires, l'emploi stable, les politiques de solidarité sociale, les services publics et les agents qui les font vivre au quotidien sont considérés comme source de dépenses excessives qui doivent être réduites.

Le 13 décembre 2011 s'est tenue une journée de mobilisation interprofessionnelle à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, Solidaires et UNSA pour protester contre les plans d'austérité du gouvernement. Les militants de la section CGT Finances Publiques 95 y étaient et se battent pour que les collègues et les autres salariés puissent avoir d'autre avenir qu'une vie toujours plus difficile sur le plan personnel, familial et professionnel.

A la DGFIP, l'intéressement, la prime de fonction et de résultats, la poursuite des suppressions massives d'emplois ainsi que les licenciements d'agents non titulaires sont des mesures dont il est attendu des économies substantielles qui se font sur le dos des agents.

Les 2964 suppressions d'emplois C au niveau national, dont 44 dans notre département, annoncées pour 2012, vont générer des situations de plus en plus insupportables dans les services en termes de dégradation des conditions de vie au travail et de qualité des missions accomplies. La charge de travail est en constante augmentation (devant les tâches restées inachevées, les chefs de services parlent de priorisation), les agents souffrent de surmenage, le service public n'existe plus, les files d'attente s'allongent (1h30 à CFIP de Cergy en novembre 2011), l'agressivité des usagers qui sont souvent eux-mêmes dans des situations désespérées s'accroît! A Ermont, face aux manque d'effectifs à l'accueil, une contrôleuse a dû arriver à 8h30 pour faire le courrier alors qu'elle était en formation professionnelle. Sur un autre site, un chef de poste a cru judicieux de palier aux suppressions d'emplois en demandant à ses agents de recevoir le public pendant la pause méridienne... Mais jusqu'où irons-nous?

Tout cela parce que se poursuit une politique dogmatique de la suppression des emplois publics.

Les agents affectés en Direction ne sont pas épargnés eux non plus, ils sont confrontés aux ordres et contre-ordres incessants générés par la multiplication des strates administratives induite par la fusion DGI/DGCP.

Les agents affectés dans les SIE ou les hypothèques ont eux aussi payé un lourd tribut à cette politique de destruction des services. Comment voulez-vous faire face à l'augmentation croissante de la charge de travail, induite par les fusions de services, tout en perdant des effectifs année après année ?

Concernant cette CAPL plus précisément, nous déplorons que seule la résidence de Cergy bénéficie de compensation de temps partiel.

En outre, la CGT Finances publiques 95 demande à connaître les départs prévisibles en retraite des agents de la filière fiscale comme c'est le cas pour la filière gestion publique.

Enfin, nous demandons la tenue d'une CAPL pour les agents stagiaires nommés au 1^{er} novembre 2011 afin qu'il ne soient pas affectés provisoirement sur une durée trop longue et se voir ainsi refuser des postes vacants (5 à Garges, 2 à St Leu, 4 à Ermont et 4 à Argenteuil).